

Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur : Chambre de Commerce et d'Industrie de Vaucluse

Correspondant : Mme Nathalie CONSTANT-MORICONI, Chambre de Commerce et d'Industrie de Vaucluse, 46 cours Jean Jaurès, 84000 Avignon, tél. : 04 90 14 87 53, télécopieur : 04 90 14 87 88, courriel : Marchespublics@vaucluse.cci.fr, adresse internet : <http://www.avignonvaucluse.cci.fr/>

Principale(s) Activité(s) du pouvoir adjudicateur :

- Organisme consulaire

Objet du marché : La présente consultation concerne la réalisation d une mission de Commissariat aux comptes pour la CCI de Vaucluse.

Catégorie de services : 9

Classification CPV (Vocabulaire Commun des Marchés) :

- Objet principal : 79212300

Lieu d'exécution et de livraison : Avignon, 84000 Avignon

Code NUTS : FRL06

L'avis implique un marché public

Caractéristiques principales :

- Des variantes seront-elles prises en compte : non
- Procédure adaptée conformément aux articles L.2124-1 et R.2123-1 à R.2123-7 du Code de la commande publique.

Prestations divisées en lots : non

Durée du marché ou délai d'exécution : 72 mois à compter de la notification du marché

Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché : Le marché sera attribué soit à un candidat unique soit à un groupement.

En cas de groupement conjoint ou solidaire, et dans le but d'assurer la bonne exécution du marché compte tenu des prestations à réaliser, il sera fait application de l'article R.2142-22 du code de la commande publique. A ce titre, un groupement sous la forme conjointe avec mandataire solidaire sera imposé après l'attribution du marché.

Langues pouvant être utilisées dans l'offre ou la candidature : français.

Unité monétaire utilisée, l'euro

Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat :

Documents à produire obligatoirement par le candidat, à l'appui de sa candidature :

- Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire.
- Déclaration sur l'honneur du candidat justifiant qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles 45 et 48 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 ou, pour les marchés publics de défense ou de sécurité, qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles 45, 46 et 48 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015.
- Déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il est en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1, L. 5212-2, L. 5212-5 et L. 5212-9 du code du travail, concernant l'emploi des travailleurs handicapés
- Si le candidat est établi en France, une déclaration sur l'honneur du candidat justifiant que le travail est effectué par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du code du

travail (dans le cas où le candidat emploie des salariés, conformément à l'article D. 8222-5-3° du code du travail)

Documents à produire à l'appui des candidatures par le candidat, au choix de l'acheteur public :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles.
- Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels.
- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années.
- Présentation d'une liste des principales fournitures ou des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique
- Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique
- En matière de fournitures et services, une description de l'équipement technique, des mesures employées par l'opérateur économique pour s'assurer de la qualité et des moyens d'étude et de recherche de son entreprise.
- Certificats de qualifications professionnelles. La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat
- Formulaire DC1, Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses co-traitants. (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat-dc1-dc2-dc3-dc4>)
- Formulaire DC2, Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement. (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat-dc1-dc2-dc3-dc4>)

Autres renseignements demandés :

- Copie d'Extrait K-Bis datant de moins de trois mois
- Délégation de pouvoirs, établie par la personne juridiquement habilitée à engager l'entreprise, si la personne qui signe les documents du marché pour le compte de l'entreprise n'est pas le dirigeant juridiquement habilité à l'engager.
- Attestation sur l'honneur du respect des contraintes d'indépendance énoncées par l'article L822-10 et suivants du Code de commerce et le Code de déontologie de la profession de Commissaire aux comptes y annexé.

Nombre de candidats :

- Réduction du nombre d'opérateurs durant la négociation ou le dialogue (procédure négociée, dialogue compétitif) : Recours à une procédure se déroulant en phases successives afin de réduire progressivement le nombre des solutions à discuter ou des offres à négocier : NON

La transmission et la vérification des documents de candidatures peut être effectuée par le dispositif Marché public simplifié sur présentation du numéro de SIRET : NON.

Critères d'attribution : Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés dans le cahier des charges (règlement de la consultation, lettre d'invitation ou document descriptif)

Type de procédure : Procédure adaptée

Date limite de réception des offres : 11 septembre 2020 à 12 h 00

Délai minimum de validité des offres : 90 jours à compter de la date limite de réception des offres.

Numéro de référence attribué par le pouvoir adjudicateur / l'entité adjudicatrice : 2020-112-004

Renseignements complémentaires : Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats pourront poser des questions exclusivement écrites, via la plateforme de dématérialisation (coordonnées indiquées ci-après) ou mail à l'adresse suivante : <http://www.marche-publics.gouv.fr>

Les renseignements complémentaires pourront être demandés au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la remise des plis.

ATTENTION : Le service des marchés publics sera fermé du 10 au 21 août 2020 inclus : aucune réponse aux questions posées via la plate-forme <https://www.marches-publics.gouv.fr> ne sera faite pendant cette période de fermeture du service.

Date d'envoi du présent avis à la publication : 04 août 2020

Adresse auprès de laquelle des renseignements complémentaires peuvent être obtenus : Mme CONSTANT-MORICONI NATHALIE , Chambre de commerce et d'industrie, 46 cours Jean Jaurès, 84000 Avignon, tél. : 04 90 14 87 06, courriel : Marchespublics@vaucluse.cci.fr, adresse internet : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&refConsultation=621763&orgAcronyme=l2m>

Instance chargée des procédures de recours : Tribunal Administratif de Nîmes, CS 88010 16, Avenue Feuchères, 30941 Nîmes, tél. : 04 66 27 37 00, courriel : greffe.ta-nimes@juradm.fr

Détails d'introduction des recours : En vue de permettre aux candidats et aux tiers l'exercice du recours de plein contentieux reconnue par le Conseil d'Etat le 16 juillet 2007 (CE, 16-07-2007, Sté TROPIC SIGNALISATION, n° 291545) et complété par l'arrêt du Conseil d'Etat du 4 avril 2014, Département du Tarn et Garonne n° 358994, un avis de publicité comportant l'indication du jour de conclusion du contrat, de l'identité de l'attributaire et des lieu et horaires où pourra être consulté le contrat, sera publié sur la plateforme de dématérialisation : <http://www.marche-publics.gouv.fr> ou consultable auprès de la Chambre de Commerce et d'industrie de Vaucluse.